



**Décision d'examen au cas par cas n° 2022-6170  
en application de l'article R 122-3 du code de l'environnement**

Le Préfet de la région Hauts-de-France

**Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Georges-François Leclerc, Préfet de la région Hauts-de-France ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2021 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Laurent Tapadinhas, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

**Vu** le formulaire d'examen au cas par cas n°2022-6170, déposé complet le 29 mars 2022, par le syndicat mixte d'aménagement du bassin de l'Erclin (SMABE), relatif au projet des travaux du plan de gestion des cours d'eau du syndicat mixte d'aménagement du bassin de l'Erclin, sur les communes de Avesnes-les-Aubert, Beaumont-en-Cambésis, Béthencourt, Inchy-en-Cambésis, Iwuy, Maurois, Naves, Quiévy, Reumont, Rieux-en-Cambésis, Saint-Aubert, Saint-Hilaire-lez-Cambrai, Saint-Vaast-en-Cambésis, Thun-Saint-Martin, Troisvilles, Viesly, Honnechy, Beauvois-en-Cambésis, Bévillers, Boussières-en-Cambésis, Carnières, Caudry, Fontaine-au-pire, Awoingt, Cagnoncles, Cattenières, Cauroir, Estourmel, Naves, Bertry, Esnes, Lesdain, Ligny-en-Cambésis, Montigny, Clary, Caullery, Haucourt-en-Cambésis, dans le département du Nord ;

l'agence régionale de santé Hauts-de-France ayant été consultée le 11 avril 2022 ;

**Vu** la décision tacite de soumission à étude d'impact du 3 mai 2022 ;

**Considérant** que le projet, qui consiste à définir le programme des travaux associés au plan de gestion pluriannuel des cours d'eau du bassin de l'Erclin pour une durée de 10 ans, relève de la rubrique 10 du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas tout activités conduisant à modifier le profil en long d'un cours d'eau sur une longueur supérieure à 100 mètres ;

**Considérant** que les travaux d'entretien envisagés auront une incidence positive sur l'état écologique et chimique des cours d'eau ;

**Considérant** que les zones humides ne seront pas remblayées, ni asséchées, ni mises en eau ;

**Considérant** que les espèces patrimoniales ont été inventoriées et que les travaux les éviteront ;

**Concluant** qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine, qu'il est nécessaire d'étudier ;

## **Décide**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La décision tacite de soumission à étude d'impact du 3 mai 2022 est retirée et remplacée par la présente

### **Article 2 :**

Le projet des travaux du plan de gestion des cours d'eau du syndicat mixte d'aménagement du bassin de l'Erclin, sur les communes de Avesnes-les-Aubert, Beaumont-en-Cambésis, Béthencourt, Inchy-en-Cambésis, Iwuy, Maurois, Naves, Quiévy, Reumont, Rieux-en-Cambésis, Saint-Aubert, Saint-Hilaire-lez-Cambrai, Saint-Vaast-en-Cambésis, Thun-Saint-Martin, Troisvilles, Viesly, Honnechy, Beauvois-en-Cambésis, Bévillers, Boussières-en-Cambésis, Carnières, Caudry, Fontaine-au-pire, Awoingt, Cagnoncles, Cattenières, Cauroir, Estourmel, Naves, Bertry, Esnes, Lesdain, Ligny-en-Cambésis, Montigny, Clary, Caullery, Haucourt-en-Cambésis, dans le département du Nord déposé par le syndicat mixte d'aménagement du bassin de l'Erclin (SMABE), n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### **Article 3 :**

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### **Article 4 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 30 mai 2022

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur régional de l'environnement  
de l'aménagement et du logement,  
Le directeur régional adjoint,

## Voies et délais de recours

### 1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

***Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :***

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59 800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

***Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.***

### 2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

***Recours gracieux :***

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai – CS 40 259 – 59 019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

***Recours hiérarchique :***

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

Tour Pascal et Tour Sequoïa A et B – 92 055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

***Recours contentieux :***

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62 039 – 59 014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).